



Lettre ouverte pour la participation de la France à la Conférence de Vienne les 8 et 9 décembre

Monsieur le Président,

Notre pays, la France, comme l'ensemble des États de la Planète, est invité par le gouvernement autrichien à participer à la troisième conférence internationale sur l'impact humanitaire des armes nucléaires à Vienne les 8 et 9 décembre 2014.

Ce sujet préoccupe un nombre croissant d'États, comme en témoignent le succès des précédentes conférences d'Oslo et de Nayarit sur ce sujet majeur, ainsi que l'implication de 155 pays en soutien à la déclaration de la Nouvelle Zélande lors de la première commission de l'Assemblée générale de l'ONU en octobre 2014.

Qu'elles émanent d'experts, de la société civile, d'institutions ou d'États, toutes les études en cours concernant les conséquences de l'utilisation volontaire ou accidentelle d'une arme atomique arrivent à la même conclusion : seule l'élimination des armes nucléaires est de nature à nous prémunir de leurs effets. S'engager dans un processus d'élimination contrôlée de ces armes est donc aujourd'hui la seule option sérieuse vers laquelle tous les États doivent converger. Seul un Traité international d'interdiction et d'élimination des armes atomiques peut y parvenir.

Il semble que notre pays n'ait pas encore répondu positivement à l'invitation du gouvernement autrichien. Après le boycott par la France des deux premières conférences, vous comprendrez, Monsieur le Président, que l'absence de notre pays à cette conférence n'est pas envisageable. Si tel était le cas, nous enverrions au monde un très mauvais signal, notamment aux gouvernements des 184 pays non dotés de l'arme atomique qui s'inquiètent de la menace que les seules neuf puissances nucléaires font peser quotidiennement sur leur population.

La France ne peut rester sourde à ces appels. Vous ne pouvez pas non plus rester sourd aux inquiétudes de l'opinion publique française.

Nous attendons un engagement ferme de la France sur ce dossier et nous vous demandons de confirmer sans tarder la participation de notre pays à la Conférence de Vienne.

Dans cet espoir, veuillez agréer, Monsieur le président, l'expression de nos meilleurs sentiments.

[signature]